

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Les ambiguïtés du pouvoir local

Annick Germain et Pierre Hamel

Numéro 13 (53), printemps 1985

Les ambiguïtés du pouvoir local

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034532ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034532ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Germain, A. & Hamel, P. (1985). Les ambiguïtés du pouvoir local. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (13), 3-5. <https://doi.org/10.7202/1034532ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Présentation

Les ambiguïtés du pouvoir local

Évoquer le pouvoir local, c'est en premier lieu désigner une abstraction ! Au-delà de son actualité qui, chez certains, lui confère une certaine séduction, la notion demeure floue et correspond à des représentations multiples. De quoi, au juste, veut-on parler ? De la crise économique et du rôle accru des collectivités locales à l'égard du développement ? Des dynamismes locaux et régionaux et de leurs manifestations dans le contexte de la troisième révolution industrielle ? D'une remise en question de l'État-providence, de ses modes de gestion bureaucratisés et des formules de rechange mises de l'avant sous forme de système décentralisé ? De manière plus large, des politiques de décentralisation ? Ou encore, de façon plus fondamentale, de la restructuration des rapports entre l'État et la société civile et, ultimement, de la question du rééquilibrage des forces sociales et économiques ?

Sur un autre terrain, dans une perspective méthodologique, n'est-ce pas une des formes que prend le débat ouvert, ces dernières années en sciences sociales, par la faillite des grands schémas explicatifs ? Ce qui constitue, à toutes fins pratiques, une demande pour examiner de plus près les outils de recherche et d'analyse capables de cerner la spécificité des phénomènes qui se déroulent à l'échelle locale.

Sur ces différents aspects, le pouvoir local ne nous conduit pas tant à traiter de nouvelles questions qu'à considérer autrement les problèmes des sociétés complexes. Ainsi sommes-nous invités à nous pencher de plus près sur les pratiques sociales concrètes plutôt que sur les projets de société. Dans le même sens nous devons davantage faire attention aux conduites et aux ruses des acteurs plutôt qu'aux logiques abstraites qui servent à décrire ou représenter le fonctionnement des grandes institutions.

Initialement, lorsque nous avons eu l'idée de préparer un numéro sur le pouvoir local, notre intention était de mieux saisir, en aval et en amont des mouvements sociaux, les



transformations provoquées par la crise. Il s'agissait en quelque sorte de compléter les dossiers présentés dans les numéros antérieurs sur les « nouveaux mouvements sociaux » et les politiques sociales de l'État en approfondissant davantage leurs conditions d'émergence et leurs contradictions.

Déjà, dans notre esprit, le pouvoir local ne se résumait pas à un lieu spatial malgré l'importance de la dimension territoriale. Nous l'appréhendions d'emblée comme étant un lieu *dans* l'espace social à partir duquel se construit le consensus qui accompagne ou qui fera suite à la troisième révolution industrielle. Ne constituant pas en soi un enjeu majeur, le pouvoir local recouvre et recoupe une foule d'enjeux. Derrière les phénomènes déjà mentionnés qui concernent, entre autres, la restructuration de l'emploi, les politiques de décentralisation, ou encore l'entrepreneuriat local, se définissent des stratégies entre des groupes d'acteurs — que ce soient les notables traditionnels, la classe politique, les « nouvelles classes moyennes » ou les mouvements communautaires et associatifs — qui s'affrontent sur la scène locale en vue d'améliorer leur position relative, tout en se redéfinissant les uns par rapport aux autres à la suite des bouleversements précipités par la crise. S'il est trop tôt pour définir l'issue de ces affrontements, il est important de souligner leur pragmatisme comme il est nécessaire d'éclairer la nature de leurs rapports politiques qui n'empruntent pas forcément le système traditionnel de délégation et de représentation.

Les textes que nous avons rassemblés dans ce dossier n'ont pas la prétention de dégager quels seront les lieux privilégiés de conflit et de négociation, comme ils ne visent pas à formuler de réponse définitive aux problèmes conjoncturels et précis que rencontrent les sociétés locales. Ils essaient plutôt, en partant des situations concrètes, des projets de décentralisation en cours, des pratiques administratives en vigueur ou encore des prises de position de diverses catégories d'acteurs à l'égard des problèmes actuels d'aménagement et de développement, de repérer les limites et les possibilités des transformations sociales. En d'autres termes ce qui préoccupe avant tout les auteurs, c'est de voir si le pouvoir local se définit en ce moment comme un lieu de changement social ou si, au contraire, sous des allures parfois modernisatrices, il ne serait pas qu'un lieu de reconduction du statu quo. En ce sens, s'il est question d'alternatives, c'est bien plus en référence à des situations données et par rapport à des enjeux localisés qu'en fonction de projets de société définis en termes abstraits.

Ainsi nous pouvons saisir, dans les faits, que les enjeux du pouvoir local ne se représentent pas partout de la même manière. Par exemple, les difficultés financières que rencontrent les communes belges sont cruciales dans le contexte d'une remise en



cause du rôle de l'État et en particulier de ses politiques de redistribution dans une perspective de lutte aux inégalités et ce, compte tenu du fait que ces communes assument de nombreuses responsabilités dans la gestion des politiques sociales. Au Québec, les municipalités ne traversent pas des problèmes financiers de cet ordre. Jadis bastion des élites traditionnelles, voilà quand même qu'elles sont interpellées à la fois par des réformes institutionnelles en provenance du palier provincial et par des initiatives locales qui sollicitent leur participation à des projets de développement. En France l'ampleur du projet de décentralisation à l'endroit des collectivités locales — communes et départements — était tel qu'il laissait entrevoir la possibilité d'une véritable désétatisation au profit de la société civile. Toutefois compte tenu des forces en présence, et compte tenu également des résistances politiques et administratives, la transformation des rapports de pouvoir est loin d'être une chose acquise. Enfin le pouvoir local peut servir de base pour exprimer une opposition organisée aux coupures et aux politiques néo-libérales. C'est le cas de certaines coalitions au pouvoir dans quelques villes américaines, comme c'est vrai aussi pour les municipalités socialistes en Grande-Bretagne qui ont augmenté les impôts fonciers afin de maintenir une qualité de services qui se détériorait à la suite des politiques d'austérité du gouvernement central.

Si ces quelques exemples soulignent que les enjeux du pouvoir local sont marqués politiquement et géographiquement, rappelons à nouveau qu'ils sont multiples. C'est d'ailleurs ce que nous avons voulu dégager en privilégiant les cinq thèmes autour desquels sont regroupés les articles de ce dossier. Même s'ils ne sont pas exhaustifs, ces thèmes permettent de voir qu'en superposant différentes lectures à partir de problématiques qui entrent ici en débat, nous pouvons cerner de façon plus juste les problèmes gérés sur la scène locale ou définis par la configuration actuelle des forces en présence.

En prenant leur distance à l'égard des visions et des analyses à prédominance institutionnelle, les auteurs de ce numéro ont choisi de remonter aux faits, aux affrontements, aux pratiques concrètes et aux stratégies des acteurs. De ces efforts de réflexion il ressort qu'il n'est pas en soi subversif de se placer du côté du pouvoir local. Que ce pouvoir local est avant tout un pouvoir ambigu. Qu'il est plus que jamais susceptible d'être accaparé autant par les forces de changement que par les élites traditionnelles ou par la classe politique dominante. Mais aussi que le pouvoir local constitue en ce moment un lieu stratégique en ce qui concerne la gestion du social. En ce sens il mérite une attention critique susceptible de déjouer le piège de ses ambiguïtés.